|  |  |
| --- | --- |
| **Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT-20)Genève, 1er-9 mars 2022** |  |
|  |  |
|  |  |
| **SÉANCE PLÉNIÈRE** | Addendum 15 auDocument 39-F |
|  | **24 mars 2021** |
|  | **Original: anglais** |
|  |
| états Membres de la Commission interaméricaine des télécommunications (CITEL) |
| Proposition de modification de la Résolution 54 |
|  |
|  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Résumé:** | Conformément aux instructions données par la Conférence de plénipotentiaires de 2018, la CITEL propose de réviser la Résolution 54 (Rév.Hammamet, 2016) de l'AMNT afin de donner les éclaircissements nécessaires concernant la création de groupes régionaux des Commissions d'études de l'UIT-T, du rôle approprié du GCNT et de la nature des droits de participation. |

Introduction

Par voie de l'approbation de la Recommandation 8 de la Commission 5, la Conférence de plénipotentiaires de 2018 a invité "*…*l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications, conformément à l'article 3 de la Constitution de l'UIT, à examiner et, le cas échéant, à réviser les Résolutions 1, 2, 22 et 54 de l'AMNT, en vue de clarifier les critères applicables à la création de groupes régionaux des commissions d'études, à la participation à leurs travaux et à leur dissolution, et le rôle du GCNT à cet égard".

Par la suite, le GCNT a créé un Groupe du Rapporteur sur la création de groupes régionaux, la participation à leurs travaux et leur dissolution (RG-CPTRG), lequel a examiné les questions pertinentes, notamment un avis juridique de l'Unité des affaires juridiques de l'UIT. Entre autres conclusions, le RG-CPTRG a souligné la nécessité de modifier les Résolutions concernées, en particulier en ce qui concerne la création des groupes régionaux, le rôle du GCNT et la question des droits de participation.

Proposition

Il est proposé de modifier la Résolution 54 afin de donner des informations détaillées sur le processus de création de groupes régionaux des Commissions d'études de l'UIT-T, de préciser le rôle de supervision du GCNT et de garantir les droits de participation conformément à la Constitution et à la Convention de l'UIT.

MOD IAP/39A15/1

RÉSOLUTION 54 (Rév.Genève, 2022)

Création de groupes régionaux et assistance à ces groupes

(Florianópolis, 2004; Johannesburg, 2008; Dubaï, 2012; Hammamet, 2016; Genève, 2022)

L'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (Genève, 2022),

considérant

*a)* que l'article 14 de la Convention de l'UIT autorise la création de commissions d'études en vue de la normalisation des télécommunications à l'échelle mondiale;

*b)* que l'article 17 de la Constitution de l'UIT dispose que "les fonctions du Secteur de la normalisation des télécommunications consistent, en gardant à l'esprit les préoccupations particulières des pays en développement, à répondre à l'objet de l'Union concernant la normalisation des télécommunications [...]";

*c*) que par sa Résolution 58 (Rév. Busan, 2014), la Conférence de plénipotentiaires a décidé que l'UIT "doit continuer de nouer des relations plus étroites avec les organisations régionales de télécommunication, y compris par l'organisation de six réunions régionales préparatoires de l'UIT en vue des conférences de plénipotentiaires, ainsi que des autres conférences et assemblées des Secteurs, si besoin est";

*d)* qu'aux termes de la Résolution 123 (Rév. Dubaï, 2018), la Conférence de plénipotentiaires a chargé le Secrétaire général et les Directeurs des trois Bureaux d'œuvrer en étroite collaboration à la mise en œuvre d'initiatives permettant de réduire l'écart en matière de normalisation entre pays en développement[[1]](#footnote-1)1 et pays développés et de collaborer plus avant avec les organisations régionales compétentes et de soutenir leurs travaux dans ce domaine;

*e)* qu'il est reconnu, dans la Résolution 191 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires, que le principe fondamental qui régit la coopération et la collaboration entre les Secteurs est d'éviter les chevauchements d'activités entre les Secteurs et de faire en sorte que les travaux soient menés de manière rationnelle et efficace;

*f)* que le résultat suivant, défini pour le Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT-T) dans le plan stratégique de l'Union pour la période 2020-2023 adopté dans la Résolution 71 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires, visait à encourager la participation active des membres, en particulier ceux des pays en développement, à la définition et à l'adoption de normes internationales non discriminatoires, en vue de réduire l'écart en matière de normalisation:

– participation accrue, en particulier des pays en développement, au processus de normalisation de l'UIT-T, notamment en ce qui concerne la participation aux réunions, la soumission de contributions, l'exercice de fonctions à des postes à responsabilité et l'organisation de réunions ou d'ateliers;

*g)* que les travaux de certaines commissions d'études, notamment ceux relatifs aux principes de tarification et de comptabilité, aux questions économiques et de politique générale se rapportant aux télécommunications/technologies de l'information et de la communication (TIC) internationales, aux réseaux de prochaine génération (NGN), à l'Internet des objets (IoT) et aux réseaux futurs, à la sécurité, à la qualité, à la mobilité et au multimédia continuent de présenter une grande importance stratégique pour les pays en développement,

reconnaissant

*a)* que l'article 43 de la Constitution (numéro 194) dispose que "les États Membres se réservent le droit de tenir des conférences régionales, de conclure des arrangements régionaux et de créer des organisations régionales, en vue de régler des questions de télécommunication susceptibles d'être traitées sur un plan régional...";

*b)* que l'article 14A de la Convention de l'UIT et la Résolution 1 (Rév.Genève, 2022) de l'AMNT définissent les tâches principales du Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications (GCNT), consistant à "étudier les priorités, les programmes, les opérations, les questions financières et les stratégies applicables aux activités du Secteur de la normalisation des télécommunications", "fournir des lignes directrices relatives aux travaux des commissions d'études" et "recommander des mesures visant notamment à encourager la coopération et la coordination avec d'autres organismes compétents";

*c)* que la Résolution 1 (Rév.Genève, 2022) de l'AMNT définit le Règlement intérieur du Secteur de la normalisation des télécommunications;

*d)* qu'en vertu de la Résolution 22 (Rév.Hammamet, 2016) de l'AMNT, le GCNT est autorisé à agir entre les assemblées mondiales de normalisation des télécommunications et est responsable des Recommandations UIT-T de la série A (organisation du travail de l'UIT-T);

*e)* le niveau croissant de participation des pays en développement aux travaux de toutes les Commissions d'études de l'UIT-T;

*f)* que des groupes régionaux ont été créés au sein des Commissions d'études 2, 3, 5, 11 et 12, 13, 17 et 20 de l'UIT-T;

*g)* que les réunions des groupes régionaux précités des Commissions d'études de l'UIT-T sont organisées par l'UIT et peuvent bénéficier de l'appui d'organisations régionales ou d'organismes régionaux de normalisation;

*h)* que des résultats satisfaisants ont été obtenus grâce à l'approche régionale adoptée dans le cadre des activités des commissions d'études de rattachement;

*i)* que les activités de la plupart de ces groupes régionaux prennent de plus en plus d'importance et portent sur un nombre croissant de questions,

notant

*a)* la nécessité d'accroître la participation des pays en développement aux travaux des commissions d'études pour une meilleure prise en compte de leurs besoins et préoccupations spécifiques, dans le cadre du mandat de l'UIT‑T et de ses commissions d'études;

*b)* la nécessité d'améliorer et de renforcer l'organisation et les méthodes de travail des Commissions d'études de l'UIT-T pour renforcer la participation des pays en développement, afin d'accroître l'efficacité et l'efficience des travaux de normalisation au niveau international et de renforcer les synergies avec les autres Secteurs de l'UIT;

*c)* qu'il est important de disposer de cadres de concertation appropriés pour la formulation et l'étude des Questions, l'élaboration de contributions et le renforcement des capacités;

*d)* la nécessité pour les pays en développement d'être plus présents et plus actifs dans les instances d'élaboration des normes de l'UIT-T;

*e)* la nécessité d'encourager une participation plus large aux travaux de l'UIT-T, par exemple celle d'universitaires et d'experts, en particulier de pays en développement, travaillant dans le domaine de la normalisation internationale des télécommunications et des TIC;

*f)* les restrictions budgétaires auxquelles sont notamment confrontés les instituts des pays en développement, pour pouvoir assister aux manifestations de l'UIT-T susceptibles de les intéresser,

tenant compte du fait

que les six principales organisations régionales de télécommunication, à savoir la Télécommunauté Asie-Pacifique (APT), la Conférence européenne des administrations des postes et télécommunications (CEPT), la Commission interaméricaine des télécommunications (CITEL), l'Union africaine des télécommunications (UAT), le Conseil des ministres arabes des télécommunications et de l'information représentés par le Secrétariat général de la Ligue des états arabes (LAS) et la Communauté régionale des communications (RCC) cherchent à coopérer étroitement avec l'Union, comme indiqué dans la Résolution 58 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires,

prenant en considération

*a)* l'expérience acquise et les enseignements tirés par les commissions d'études et leurs groupes régionaux concernant le fonctionnement, la structure et les méthodes de travail, conformément au Règlement intérieur de l'UIT-T établi dans la Résolution 1 (Rév.Genève, 2022) de l'AMNT, qui pourraient contribuer à renforcer et améliorer le niveau de participation des pays en développement aux activités de normalisation internationale et à favoriser la réalisation des objectifs de la Résolution 123 (Rév. Dubaï, 2018);

*b)* la procédure particulière d'approbation des Recommandations définie pour les groupes régionaux de la Commission d'études 3 au § 9.2.1 de la Résolution 1 (Rév.Genève, 2022) de la présente Assemblée,

reconnaissant en outre

*a)* qu'une approche commune et coordonnée en matière de normalisation internationale pourrait contribuer à encourager les activités de normalisation dans les pays en développement;

*b)* que l'organisation de réunions communes des groupes régionaux de différentes Commissions d'études de l'UIT-T, en particulier si elles se tiennent en parallèle avec un atelier régional ou une réunion d'une organisation régionale ou d'un organisme régional de normalisation, pourrait encourager la participation des pays en développement à ces réunions et renforcer l'efficacité de telles réunions;

*c)* que, dans les pays en développement, les experts de la normalisation chargés d'examiner de nombreuses questions de normalisation au sein de leurs administrations respectives sont généralement peu nombreux, dont certaines sont actuellement étudiées simultanément par plusieurs Commissions d'études de l'UIT-T,

décide

1 que les Commissions d'études de l'UIT-T peuvent, au cas par cas, poursuivre la création de groupes régionaux de Commissions d'études de l'UIT-T, après avoir pris en considération les incidences financières, opérationnelles et organisationnelles sur l'UIT-T, ainsi que la contribution de ces groupes régionaux dans le cadre des initiatives visant à réduire l'écart en matière de normalisation;

2 que les Commissions d'études de l'UIT-T élaboreront les mandats et les méthodes de travail de ces groupes régionaux et les présenteront au GCNT pour examen, coordination et approbation;

3 que la composition des groupes régionaux des Commissions d'études de l'UIT-T sera conforme au point *c)* du *considérant* et appuyée par les organisations régionales de télécommunication visées au *tenant compte du fait* de la présente Résolution;

4 que les représentants des États Membres et des Membres de Secteur issus de la région concernée peuvent participer pleinement aux activités des groupes régionaux des Commissions d'études de l'UIT-T;

5 que les représentants des Associés et des établissements universitaires rattachés à une Commission d'études de l'UIT-T peuvent participer aux travaux des groupes régionaux de la Commission d'études de l'UIT-T concernée, mais ne peuvent participer aux processus de prise de décisions ou aux activités de liaison;

6 que les États Membres et les Membres de Secteur qui ne sont pas issus de la région concernée peuvent assister aux réunions des groupes régionaux des Commissions d'études de l'UIT‑T en qualité d'observateurs;

7 d'encourager la coopération entre les groupes régionaux des Commissions d'études de l'UIT-T et les entités régionales de normalisation (organisations régionales, organismes régionaux de normalisation, etc.), en particulier avec les organisations régionales de télécommunication visées au *tenant compte du fait* de la présente Résolution,

invite les commissions d'études

1 à poursuivre la création de groupes régionaux des Commissions d'études de l'UIT‑T en définissant, pour ces groupes régionaux, des projets de mandat et des méthodes de travail qui devront être examinés, coordonnés et approuvés par le GCNT;

2 à coordonner les réunions communes des groupes régionaux des Commissions d'études de l'UIT‑T;

3 à dissoudre les groupes régionaux qui ne sont plus en activité ou qui ont mené à bien les travaux prévus dans leur mandat,

charge le Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications

1 d'examiner, de coordonner et d'approuver les groupes régionaux des Commissions d'études de l'UIT-T, notamment le mandat de ces groupes, compte tenu des incidences financières, opérationnelles et organisationnelles sur l'UIT-T;

2 de fournir des lignes directrices relatives aux travaux des Commissions d'études, en établissant des critères, dans la Recommandation UIT-T A.1, pour la création (et la dissolution éventuelle) de groupes régionaux des Commissions d'études de l'UIT-T;

3 de modifier le § 4.5 de la Recommandation UIT-T A.1 (Groupes régionaux) afin de préciser les méthodes de travail des groupes régionaux des Commissions d'études de l'UIT-T conformément à la présente Résolution et à la Résolution 1 (Rév.Genève, 2022),

charge le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications, en collaboration avec le Directeur du Bureau de développement des télécommunications

dans les limites des ressources allouées ou fournies qui sont disponibles,

1 d'apporter tout l'appui nécessaire à la création et au bon fonctionnement des groupes régionaux;

2 d'envisager d'organiser, chaque fois que cela est possible, des ateliers parallèlement aux réunions des groupes régionaux de l'UIT-T dans les régions concernées, et inversement;

3 de prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter l'organisation des réunions et ateliers des groupes régionaux,

prie le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications

de coopérer avec le Directeur du Bureau de développement des télécommunications pour:

i) continuer d'apporter une assistance particulière aux groupes régionaux;

ii) encourager la poursuite de l'élaboration d'outils d'application informatisés afin d'aider les membres participants aux travaux de l'un quelconque des groupes régionaux;

iii) prendre des mesures appropriées destinées à faciliter la tenue de réunions des groupes régionaux, pour favoriser les synergies nécessaires entre les trois Secteurs et améliorer par là‑même l'efficacité et l'efficience des commissions d'études,

invite en outre les groupes régionaux ainsi créés

à collaborer étroitement avec les différentes organisations régionales, les organismes de normalisation et les bureaux régionaux de l'UIT concernés et à rendre compte de leurs activités dans leurs régions respectives.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. 1 Les pays en développement comprennent aussi les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-1)